

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 9

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 9

1. Les décisions relevant du présent Chapitre sont prises par le Conseil statuant à ~~l'unanimité~~ la majorité qualifiée sauf lorsqu'elles n'émanent pas du Ministre des affaires étrangères et pour les questions ayant des implications militaires ou de défense. Lorsque le Conseil statue à l'unanimité, Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent alinéa, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article X de la Constitution, la décision n'est pas adoptée.

- ~~2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée :~~

~~—— lorsque, sur la base d'une décision du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, telle que définie à l'article 2 paragraphe 1 de ce Titre, il adopte des décisions portant sur des actions et des positions de l'Union,~~

~~—— lorsqu'il statue sur la base d'une proposition conjointe du Ministre des Affaires étrangères et de la Commission, telle que définie à l'article 2, paragraphe 2,~~

~~—— lorsqu'il adopte toute décision mettant en œuvre une décision portant sur une action ou une position de l'Union,~~

- lorsqu'il nomme un représentant spécial conformément à l'article 11 de ce Chapitre.

Par dérogation au paragraphe 1, si un Etat membre invoque un intérêt national pour s'opposer à une décision, le Ministre des affaires étrangères est invité à rechercher avec lui une solution ; s'il n'y parvient pas, le président du Conseil européen en fait de même ; si aucune solution n'est trouvée, le Conseil européen est saisi de la question en vue d'une décision à la majorité qualifiée.

~~Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.~~

~~Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.~~

- ~~3. — Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés au paragraphe 2 du présent article.~~

Explication éventuelle :

Les modifications visent à généraliser la majorité qualifiée à l'ensemble des décisions relevant de la PESC, tout en prenant en compte l'évocation par un Etat d'un intérêt national.

Elles visent par ailleurs, à assurer l'autorité du Ministre des affaires étrangères au sein du Conseil.